



Plateforme  
pour la Gestion  
des Risques Agricoles



# Burkina Faso

## Atelier de Renforcement des Capacités au Burkina Faso

Rapport Principal

Septembre 2022

En collaboration avec :  
Ministère de l'agriculture des aménagements  
hydro-agricoles et de la mécanisation





PARM  
PLATFORM FOR  
AGRICULTURAL RISK  
MANAGEMENT

# Burkina Faso



## Atelier de Renforcement des Capacités au Burkina Faso

**RAPPORT PRINCIPAL**

Ouagadougou | Septembre 2022

En collaboration avec :



**MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES  
ET DE LA MECANISATION**

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
La Plateforme pour la gestion des risques agricoles .....	3
La gestion des risques agricoles au Burkina Faso.....	3
<b>À propos de l'atelier</b> .....	<b>5</b>
<b>I. Atelier de Renforcement des Capacités au Burkina Faso</b> .....	<b>5</b>
I.1 Objectifs .....	5
I.2 Résultats .....	6
I. 3 Déroulement de l'atelier .....	6
<b>Conclusions et recommandations</b> .....	<b>19</b>

## Introduction

### La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (Platform for Agricultural Risk Management, PARM) est une initiative du G20 hébergée auprès du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA). PARM est un partenariat multi-donateurs cofinancé par l'Union Européenne (UE), l'Agence Française de Développement (AFD), le gouvernement italien (AICS), le FIDA ainsi que le KfW (banque de développement allemande) à travers le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), pour apporter un appui technique aux gouvernements et parties prenantes dans la gestion des risques agricoles (GRA). La Plateforme travaille en partenariat stratégique avec le NEPAD dans les pays africains pour intégrer la gestion des risques agricoles dans la politique agricole nationale et les plans d'investissements.

Les activités de PARM visent à faciliter le développement des connaissances et des outils GRA, en créant des synergies et des complémentarités entre les partenaires et les parties prenantes dans la gestion des risques agricoles et en soutenant l'intégration de la GRA dans les curricula des universités.

Des actions spécifiques de renforcement des capacités et de partage des connaissances sont organisées en étroite collaboration avec le MARAH et les parties prenantes, avec une perspective de genre. Ces actions seront planifiées et coordonnées conjointement par la PARM et le MARAH selon une approche participative visant à impliquer les PTFs et les institutions concernées. Les activités de renforcement des capacités sont étroitement liées à l'élaboration d'un projet d'investissement avec l'appui - de la PARM, en collaboration avec le MARAH.

Enfin, le processus PARM vise une appropriation profonde du processus, des concepts et de la formulation du projet par les parties prenantes nationales.

Pour assurer le renforcement des capacités des acteurs locaux, la PARM avait déjà organisé en avril 2022 à Ouagadougou, un premier cycle de formation sur la gestion des risques agricoles. La session avait accueilli 42 participants venant des universités, centres de formation et du gouvernement.

### La gestion des risques au Burkina Faso

Le processus PARM dans un pays donné, dont le Burkina Faso, se déroule en plusieurs phases : 1) mise en place du processus et planification des activités, 2) évaluation des risques agricoles, 3) identification des outils de PARM en réponse aux risques prioritaires et conception du projet/programme, 4) appui à la mise en œuvre du projet/programme de PARM.

Au mois de novembre 2019, la PARM et le Gouvernement du Burkina Faso à travers le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH), ont signé un Aide-Mémoire pour formaliser la participation du Gouvernement du Burkina Faso dans la PARM Horizon 2 et le processus pays PARM. Par la suite cet Aide-Mémoire a été traduit en Plan d'Action conjoint pour mettre en œuvre les trois volets des activités du processus pays techniques, gestion des savoirs et du renforcement de capacités.

Au Burkina Faso, le processus pays PARM a terminé la phase de d'évaluation des risques agricoles. La phase d'évaluation des risques est basée sur une étude (EER), qui a été discutée et validé par et avec les parties prenantes. L'EER a identifié trois risques majeurs : le risque sécuritaire, le risque de volatilité des prix, le risque climatique. Par rapport à ces risques majeurs, une assurance indicielle (risque climatique), un système de warrantage (risque de volatilité des prix) et le développement des capacités ont été proposés comme outils de gestion des risques. Ces outils ont été identifiés en étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers (PTFs) et feront l'objet d'études de faisabilité.

Ces outils de GRA incluent aussi la gestion des savoirs et de renforcement des capacités de PARM pour

sensibiliser les acteurs locaux, renforcer leurs connaissances en matière de gestion des risques agricoles et leur capacité à gérer et à mener des réformes institutionnelles appropriées dans les pays et les régions.

## À propos des ateliers

### I. Atelier de Renforcement des Capacités au Burkina Faso

Le second cycle d'atelier de renforcement des capacités - à destination des formateurs des structures de formation et de conseil des secteurs publics, privés et institutionnels - a engagé au total 50 participants, dont 24 femmes, composé d'un ensemble diversifié de formateurs mais également de Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) ou bien de fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH).



#### I.1 Objectifs

L'atelier a eu pour objet principal de former des acteurs locaux en vue de l'intégration de la GRA dans les curricula des universités, dans les programmes de formation, dans les pratiques du secteur privé (i.e. organisations des producteurs) et ainsi que pour soutenir les besoins de formation en GRA des services de vulgarisation au Burkina Faso.

L'atelier avait pour objectifs de :

- Améliorer la compréhension, l'évaluation, la hiérarchisation des risques et les outils de gestion des risques agricoles des différentes parties prenantes.
- Discuter des éléments du plan d'action et du budget pour l'institutionnalisation de la GRA dans le curricula des universités ainsi que dans les pratiques du secteur privé, sous une perspective de genre.

## I.2 Résultats

Au terme de l'atelier, les résultats suivants devront être atteints :

- La compréhension, l'évaluation et la hiérarchisation des risques agricoles ont été comprises par les parties prenantes et vérifiées à travers des exercices ;
- La compréhension et capacité de mise en œuvre des outils de GRA ont été acquises (activités 1 et 2) et discutés avec des praticiens ;
- L'importance de la GRA en tant qu'outil de réduction des risques d'investissements a été comprise à travers des cas pratiques ;
- Les éléments du plan d'action ont été définis :
  - Pour décrire comment transférer les connaissances acquises pendant l'atelier aux : enseignants et formateurs (Universités et centres de formation) notamment aux femmes et aux membres des OPs et clients du secteur privé, notamment les organisations gérées par des femmes ;
  - Pour démontrer aux partenaires la formation acquise en GRA ;
  - Pour le monitoring de l'impact de la GRA par les participants à l'atelier ainsi que par la PARM, avec des indicateurs ventilés par genre.

## I.3 Déroulement de l'atelier

Après la cérémonie d'ouverture l'atelier de renforcement des capacités s'est déroulé en cinq sessions : (i) Présentation sur la gestion des risques agricoles, (ii) Évaluation et priorisation des risques agricoles, (iii) Présentation des outils de gestion des risques, (iv) Mise en place des outils de GRA, et (v) Institutionnalisation de la GRA.

- **Session 1 : Présentation sur la gestion des risques agricoles**

L'atelier a débuté par les mots d'ouverture du Secrétaire Général (SG) du MARAH, M. Bonogo Wendné Victor qui a mentionné la longue et fructueuse collaboration entre la PARM et le MARAH et a remercié l'équipe de la PARM pour son soutien. Le SG a ensuite encouragé les participants à adopter des stratégies de GRA selon l'approche holistique de la PARM et à intégrer celle-ci dans leurs programmes de formation afin d'assurer l'impact de ladite formation. Le SG du MARAH a rappelé l'importance de la GRA pour aborder des questions majeures telles que le changement climatique, la volatilité des prix du marché, l'accès aux intrants et a préconisé la discussion autour des outils permettant d'aborder ces questions. Enfin, le SG a félicité la PARM pour son travail et pour avoir rassemblé des participants diversifiés et de haut niveau pour cet atelier.

Une allocation de la part du point focal de la PARM MARAH Mme Ilboudo Francine a également été énoncée.

### *La formation*

La formation a débuté avec la présentation par la Spécialiste PARM en Renforcement des Capacités, Mme Nugnes Francesca de la PARM, de la mission, des donateurs et des objectifs de l'atelier. Les concepts et les définitions des risques et de la GRA ont été mentionnés, suivis d'une présentation de l'approche holistique de la PARM (Image 1) par le Conseiller Technique, M. Tristan Le Cotty.

Image 1 – Extrait de la présentation sur la GRA

## IV. Approche Holistique de la Gestion des Risques



L'approche holistique du risque agricole implique qu'aucun risque ne soit considéré isolément. Tous les éléments et les interactions de risque, y compris la stratégie et les politiques doivent être pris en compte.

- Prendre en compte l'Economie et les systèmes de production
- Considérer les relations sociales et culturelles
- Tenir compte de l'environnement naturel
- De même que l'environnement politique et institutionnel.

23

Ces présentations méthodologiques ont permis aux participants d'approfondir la discussion sur le concept de risque présentée lors de l'atelier d'engagement sur la gestion des risques agricoles (RC1), tenu en avril 2022.

Une session de Questions & Réponses a suivi et a été dédiée aux sources de données quantitatives et qualitatives, menée par le Ministère des Finances, sur les acteurs de la GRA par le MARAH et sur la capacité des acteurs à adopter et mettre en œuvre les stratégies et outils de la GRA par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

Lors de cette session, une discussion s'est ouverte sur la différence de récurrence des risques entre les pays en développement et ceux développés, compte tenu du contexte socio-économique complexe des premiers, de sorte que tous les risques dans ceux-ci se transforment en contraintes. PARM a soutenu que même si dans les pays en développement il peut y avoir un certain degré de récurrence des risques, il peut aussi y avoir un niveau d'incertitude dans cette récurrence qui aide à faire la distinction entre les risques et les contraintes. Cependant, comme le souligne la PARM, les risques et les contraintes sont liés et peuvent se renforcer mutuellement. Les outils pour traiter les risques peuvent avoir un impact sur les contraintes et vice versa. PARM a également rappelé que la différence entre les risques et les contraintes est essentielle pour comprendre le rôle de la PARM dont le mandat est axé sur la gestion des risques et non des contraintes.

Lors de la discussion, les participants se sont interrogés sur la pertinence des cinq catégories de risques proposées par la PARM (production, marchés, humain, financier, institutionnel). Les participants ont notamment souligné à l'équipe de PARM que les risques environnementaux devraient avoir leur propre catégorie. Aussi, ils ont demandé des conseils concernant la catégorisation de certains risques, tel que les nuisibles. Selon l'analyse participative des risques de PARM, si les parties prenantes s'accordent à dire que les nuisibles se manifestent par une mauvaise gestion, ils peuvent être classés dans la catégorie des risques humains. Ensuite, la PARM a expliqué que les cinq catégories proposées ont été créées sur la base de critères de manifestation du risque (c'est-à-dire que les risques environnementaux se manifestent par des problèmes de production) et non sur la base de critères de la cause du risque (parce que la liste des causes pourrait être trop longue). Cependant, PARM a noté que cette catégorisation n'est qu'une des approches possibles pour classer les risques.

### La pratique

Pour cette partie, les participants ont été divisés en 5 groupes afin de développer les concepts présentés par les formateurs de PARM. Chaque groupe a discuté d'un des points suivants : quels sont les risques majeurs, quelles sont les conséquences, qui sont les parties prenantes, de quelles informations ont-elles besoin pour prendre des décisions ? Le cinquième groupe a été appelé à évaluer le travail des quatre groupes précédents. Les participants ont pu partager leurs points de vue et s'assurer de leur compréhension de la formation.

Les risques liés au changement climatique (en particulier la sécheresse) et les produits d'assurance pour faire face à ces risques ont été débattus par les participants, en particulier le fait que l'assurance n'est pas entièrement comprise par les agriculteurs et nécessite une formation. À l'invitation de la PARM, Mme Ilboudo, point focal de la PARM au MARAH, a expliqué que le gouvernement pilote des outils d'assurance climatique dans quatre régions du pays et qu'au début de chaque activité de récolte, les agriculteurs sont informés du fonctionnement des outils d'assurance.

### L'expertise

L'après-midi de cette première journée d'activité a débuté par la présentation (Image 2) du genre dans la GRA par l'experte en genre du CILSS, Mme Djeneba Tapsoba. L'importance de disposer de données ventilées par sexe a été illustrée. Une enquête sur les stocks alimentaires disponibles au niveau des ménages, pour évaluer la vulnérabilité des ménages aux chocs alimentaires, a montré qu'en moyenne, les ménages disposent de 6 mois de stocks. Toutefois, lorsque les données sont ventilées par sexe et par zone géographique, dans certaines régions, les ménages dirigés par des femmes ne disposent que de 2 mois de stocks.

Image 2 – Extrait de la présentation sur le genre dans la GRA

## Pourquoi prendre en compte le genre dans la GRA

- Au BF l'instauration de l'égalité de droit entre les hommes et les femmes restent des objectifs à atteindre.
- Les femmes ont moins accès que les hommes aux ressources: terre, crédits, intrants agricoles, instances de décision, technologie, formation et services de vulgarisation qui renforceraient leurs capacités à s'adapter aux risques agricoles : faire d'elles des actrices et des bénéficiaires du développement
- Les chocs agricoles n'ont pas les mêmes effets sur les femmes et les hommes et les contraintes liées au genre affectent leur capacité à gérer ces risques
- **Cas des risques liés aux changements climatiques**
- Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, souligne que les populations déjà + vulnérables et marginalisées seront les plus touchées et les pauvres, seront touchés de manière disproportionnée et auront le plus besoin de stratégies d'adaptation pour faire face aux changements climatique
- Les femmes étant plus vulnérables que les hommes, parce que contribuant la majorité des pauvres et dépendant davantage des ressources naturelles

Lors de cette session, la question de la « dépossession » a été soulevée comme risque spécifique affectant les femmes dans l'agriculture et qui nécessiterait un outil adapté. Il s'agit de certaines chaînes de valeur - initialement peu valorisées - où les femmes sont dominantes. Néanmoins, une fois que ces chaînes deviennent plus valorisées, les hommes ont tendance à entrer dans la chaîne et à "déposséder" les femmes de leur emploi. Au Burkina Faso, cela s'est produit dans la chaîne de valeur laitière et cela se produit également dans la chaîne du sumbala, une graine fermentée. Il a été rappelé que la dépossession est associée à l'intégration de nouvelles technologies dans une chaîne de valeur, et comme les hommes ont tendance à être mieux formés aux nouvelles technologies que les femmes, ils peuvent plus facilement s'emparer de la chaîne de valeur. Pour atténuer ce risque, le développement des capacités pour la nouvelle technologie doit être assuré suffisamment tôt pour que les femmes puissent s'assurer une place dans la chaîne de valeur aux côtés des hommes.

La présentation du **CILSS** a été suivie d'une présentation de Mme Mamounata Ki Ouedraogo, Directrice de OP de femmes, REPAFER, qui regroupe 120 organisations de producteurs de plusieurs régions du Burkina Faso. La REPAFER a souligné que les risques agricoles sont aggravés par les risques sanitaires. La formation des femmes à la GRA doit, dès lors, s'accompagner d'une éducation à la planification familiale et cette dernière doit se faire en présence des hommes de la famille également ; c'est le point de départ pour faire face à tous risques.

**REPAFER** a souligné quelques questions pratiques qui touchent principalement les femmes, telles que l'expropriation des terres dont les femmes sont propriétaires avant celles des hommes, le travail que les femmes sont obligées de faire sur les terres familiales avant que sur leurs terres. Il a été noté que les outils de la GRA pourraient par exemple capitaliser sur l'expérience de travail des femmes sur la terre familiale pour la réutiliser ensuite sur leur propre terrain.

REPAFER a également mentionné deux problèmes institutionnels qui affectent particulièrement les femmes comme la propriété foncière et le manque de garanties pour accéder au crédit, ce qui rend leur travail quotidien difficile. Pour s'adapter au manque de crédit, REPAFER a remarqué que les femmes, membres de l'OP, se prêtent régulièrement de l'argent entre elles et qu'elles sont capables de gérer un prêt. Néanmoins, pour réduire le risque de crédit, elles auraient besoin d'une formation pour acquérir de meilleures connaissances financières.

À l'issue de ces discussions :

- Les participants ont souligné que de nombreux agriculteurs sont analphabètes et qu'il est donc difficile de comprendre les outils d'assurance.
- REPAFER a souligné l'importance d'enregistrer les OP en tant que membres de la chambre d'agriculture locale, car elle propose des formations sur l'assurance. Cela confirme l'importance d'inviter les OP aux ateliers de renforcement des capacités de la PARM car ils peuvent fournir des informations pratiques sur la façon de gérer les risques. Le représentant de la CNA nationale, participant à l'atelier, a confirmé que ces services sont fournis par la CNA.
- Le CILSS a proposé de réaliser un test pilote de l'ensemble du processus de gestion axée sur les résultats et selon la méthodologie PARM, mais en se concentrant exclusivement sur les femmes. Le projet pilote pourrait impliquer des organisations de femmes dans une ou deux régions du pays afin de permettre l'élaboration d'une feuille de route et de leçons apprises pour la mise en œuvre de l'ARM spécifiquement pour les femmes.

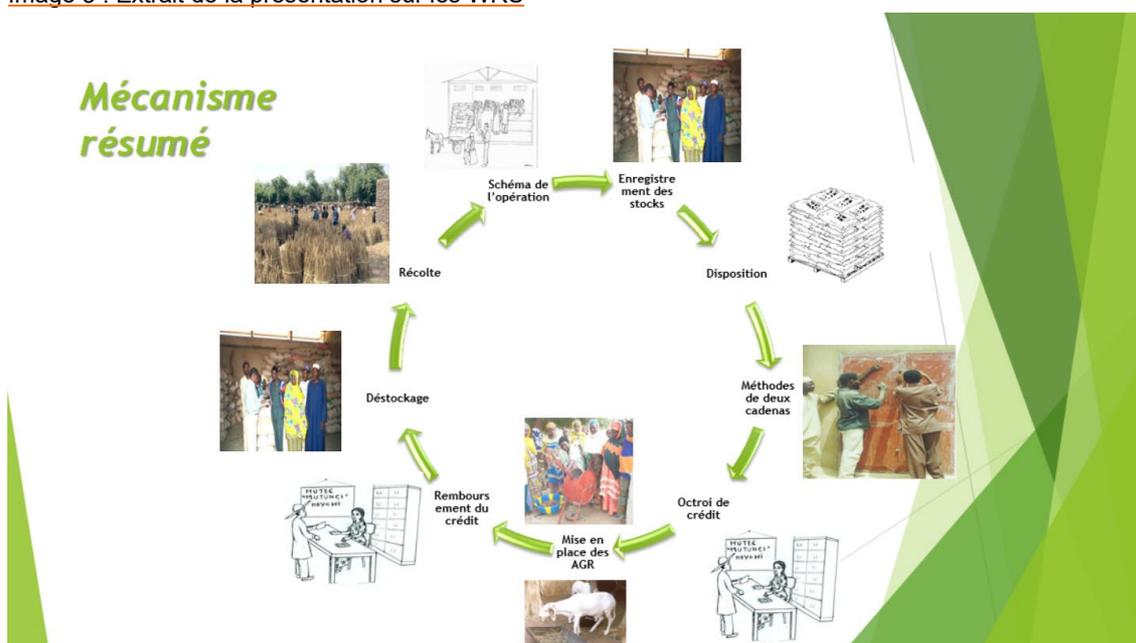
- **Session 2 : Évaluation et priorisation des risques agricoles**

#### *L'expertise*

La première activité de la journée a vu l'intervention d'experts locaux sur la gestion des risques agricoles. M. Issoufou Porgo, de la Confédération Paysanne du Faso (CPF), a débuté par la présentation de l'outil Warehouse Receipt System (WRS). Les WRS (Image 3) permettent essentiellement de gérer les fluctuations de prix. Après la récolte, les agriculteurs, au lieu de vendre leurs récoltes lorsque les prix sont bas, les stockent dans un entrepôt. Lorsque les prix remontent, les agriculteurs peuvent décider de retirer leurs récoltes et de les vendre. Cependant, la période des récoltes correspond souvent au moment où les enfants retournent à l'école, de sorte que les agriculteurs ont besoin d'argent et ne peuvent pas se permettre de ne pas vendre. Les WRS travaillent donc souvent avec des institutions financières telles que la microfinance, qui fournissent des crédits aux agriculteurs qui ont stocké leurs récoltes dans l'attente d'un meilleur prix (un prix plus élevé facilitera également le remboursement du crédit par les agriculteurs). Il

convient toutefois de noter qu'au cours de la période précédant la récolte, les institutions de microfinance peuvent également rencontrer des problèmes de liquidité. Par conséquent, pour fonctionner correctement, un WRS nécessite une orchestration importante de multiples acteurs ; c'est là que le rôle de l'OP devient pertinent, car elle peut servir d'intermédiaire entre les différents acteurs. En outre, en supervisant leurs plantations, les agriculteurs membres de l'OP ont une idée précise de la récolte attendue. Ces données élaborées par les agriculteurs aident à comprendre le niveau de revenu attendu des cultures et la capacité d'emprunter auprès des institutions de microfinance.

Image 3 : Extrait de la présentation sur les WRS



Le ministère des finances - Dept. pour l'Inclusion Financière - a observé que si tous les agriculteurs stockent leur récolte et que tous les agriculteurs la remettent sur le marché en même temps, cela produira l'effet inverse recherché par l'outil ARM. Les prix augmenteront dans un premier temps et baisseront lorsque tout le monde retirera la récolte de l'entrepôt.

La Confédération Paysanne du Faso a cependant observé que selon ses données, les agriculteurs stockent généralement 1/3 de leur récolte, ils vendent une autre partie tout de suite parce qu'ils ont besoin de liquidité et ils gardent le reste. Cela fait partie d'une stratégie de gestion des risques de l'entreprise, car le fait de stocker toute leur récolte dans l'entrepôt peut également constituer un risque, au cas où les prix n'augmenteraient pas suffisamment. CPF a également observé que même si tous les agriculteurs souhaitaient stocker l'intégralité de leur récolte, il n'y aurait pas assez d'entrepôts pour le faire. La construction et l'entretien d'un entrepôt sont également coûteux ; la construction d'un entrepôt de 50 tonnes peut coûter environ 15 à 20 millions de CFAs.

#### Partenaires invités

Mme Ann Turinayo, Directrice Pays du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a délégué le Consultant en gestion de programmes nationaux, M. Célestin Poda à présenter les priorités du FIDA au Burkina Faso pendant l'atelier de PARM. Les différents programmes FIDA en cours et en développement au Burkina Faso ont été détaillés et trois programmes ont particulièrement suscité l'intérêt des participants. Le premier étant, IGREENFI (Inclusive Green Financing for Climate Resilient and Low Emission Smallholder Agriculture), une initiative régionale à travers les pays du Sahel pour faciliter les investissements pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, soutenue par le Fonds vert pour le climat. Le second, AICRM (Africa Interregional Climate Risk Management) est un programme visant à renforcer la résilience des petits agriculteurs face au changement climatique et se concentre sur la collecte de données pour mieux gérer les

risques, la réduction des risques et l'assurance. Enfin, le troisième, le PAFA-4R (Projet d'appui aux filières agricoles), est un projet qui vise à soutenir le développement des chaînes de valeur dans quatre régions du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, Cascades, Hauts-Bassins & Sud-Ouest). Le projet, également soutenu par le MARAH, comporte trois composantes : l'amélioration de la productivité, l'appui à la commercialisation et la gestion des connaissances. Les participants ont été informés que Mme Turinayo installera bientôt son bureau au Burkina Faso et que le FIDA a déjà investi dans la Banque Agricole du Faso à un taux concessionnel de 4%.

### *Formation*

Avant de passer aux activités de groupe, la PARM a présenté sa méthodologie sur l'analyse des risques agricoles, la priorisation et la quantification des risques. Une session de questions-réponses a suivi et s'est principalement concentrée sur la mesure et l'application de concepts statistiques tels que la moyenne, la variance et la volatilité de la GRA. Ces indicateurs permettent de quantifier la perte due au risque agricole. La quantification de la perte est importante pour hiérarchiser les risques et allouer des ressources, limitées, à ces risques. Plusieurs questions ont également porté sur la gravité et la fréquence des risques et sur la manière d'accéder aux données quantitatives et sur la nature et le rôle des données qualitatives, avec une attention particulière accordée à la nécessité de ventiler les données par sexe. Les données agrégées peuvent masquer les risques prioritaires et la vulnérabilité des femmes à certains risques. La ventilation des données permet d'identifier les risques liés au genre et de concevoir des outils pour mieux y faire face. La question des risques sanitaires et de la planification familiale a de nouveau été soulevée comme faisant partie intégrante de la GRA.

### *La pratique*

Les activités de groupe ont alors débuté, les participants ont été invités à travailler sur le Warrantage. Les participants ont notamment discuté du nom qui pourrait être adopté à la place de "warrantage". Un nom plus clair pourrait encourager les utilisateurs à l'adopter. Les noms suivants ont été proposés : « Banque des Céréales », « Grenier Communautaire », « Entrepôt de Garantie de Crédit » et « Garantage ».

Les participants ont également travaillé sur la manière d'assurer la qualité des stocks (Image 4). Afin de garantir la qualité du stock, il est important de choisir la bonne taille de l'entrepôt et de s'assurer que tous les équipements et les zones de travail y sont étroitement reliés. Le stock reçu doit être vérifié avant d'être stocké et l'entrepôt doit être régulièrement nettoyé. Il est également important de veiller à ce que les alentours du dépôt soient exempts de mauvaises herbes qui pourraient cacher des insectes dangereux. En outre, les participants ont appris comment manipuler les sacs de céréales (pas de crochets car cela pourrait casser les sacs) et comment les empiler pour assurer la ventilation (en utilisant des palettes pour les stocker) et éviter d'écraser le contenu, ce qui pourrait également nuire à la qualité. L'utilisation de pesticides biologiques a également été encouragée pour préserver les stocks.

Image 4 : Extrait de la présentation sur la gestion des stocks

## **II. MOYENS TECHNIQUES UTILISABLES POUR LA CONSERVATION**

### **II.2 La gestion de l'entrepôt**

Les mesures préventives en matière d'hygiène de stockage sont d'une importance primordiale pour la conservation des céréales stockées et la prévention des pertes.

Depuis le moment où il réceptionne une céréale jusqu'à ce qu'elle ressorte du magasin, un chef d'entrepôt doit prendre certaines décisions, de même qu'un certain nombre de mesures visant à préserver la qualité de l'ensemble des produits stockés.

Les participants ont également discuté du fait qu'un dépôt doit être digne de confiance et que, par conséquent, de bonnes pratiques doivent être adoptées pour l'enregistrement et la comptabilité de tous les produits reçus et vendus, pour lesquels la fiabilité est essentiel.

À l'issue de ces discussions :

- REPAFER a informé les participants qu'elle souhaitait construire un entrepôt et, pour cela, Repafer aurait besoin d'une assistance technique ainsi que d'un financement. PARM a suggéré à REPAFER de fournir plus d'informations sur le nombre d'entrepôts dont ils pourraient avoir besoin et sur le nombre de personnes qu'ils devront être formés au warrantage.
- PARM a mentionné sa collaboration avec le MARAH pour le développement d'un plan d'investissement qui envisage la mise en œuvre de plusieurs outils de gestion des risques agricoles, y compris les warrantage. Le REPAFER pourrait potentiellement être un cas pilote pour tester cet outil de GRA. D'autres participants au RC2, tels que le CPF, Ecobank et le CILSS ont manifesté leur intérêt à assister REPAFER.
- CPF a informé les participants qu'il négocie effectivement des taux d'intérêt inférieurs à 7% pour faciliter la mise en œuvre du warrantage. Ce taux d'intérêt inférieur est justifié par le fait que les WRS concourent à assurer la sécurité alimentaire. Les participants ont suggéré que la PARM et le MARAH plaident en faveur du CPF pour obtenir des taux d'intérêt inférieurs à 7% pour les opérations de warrantage.

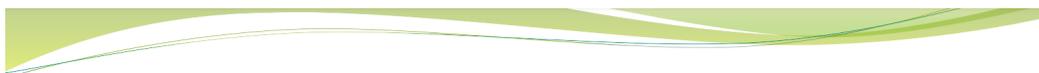
- **Session 3 : Présentation des outils de gestion des risques**

La troisième journée d'atelier a commencé par la présentation de deux outils de GRA, soit l'agroécologie et l'assurance.

#### *L'agroécologie*

L'agroécologie est une approche intégrée qui s'intéresse à la fois aux plantes, aux animaux et aux humains. Elle a donc été présentée comme un outil holistique pour la gestion des risques agricoles, conformément à l'approche de la PARM. Deux projets sur l'agroécologie ont été présentés lors de l'atelier : PATAE (Programme d'Appui à la Transition Agroécologique) et PAE (Projet Agro-Écologique). Le premier est un projet financé par l'Agence Française de Développement pour faciliter la transition vers l'agroécologie dans les pays du Sahel et le second est un projet financé par l'Union Européenne pour assurer le développement des capacités en matière d'agroécologie et faciliter l'institutionnalisation de l'agroécologie dans les programmes d'études des universités. M. Adama Savadogo, responsable du PAE et du PATAE au MARAH, a présenté les deux projets (Image 5) et a souligné que le Burkina Faso est en train d'intégrer l'agroécologie dans les politiques nationales.

Image 5 : Extrait de la présentation sur l'agroécologie



## II. AGROECOLOGIE ET RISQUES AGRICOLES

### ❖ AGROECOLOGIE

Face aux nombreux excès et échecs de l'agriculture conventionnelle, **l'agroécologie** est en train de gagner du terrain un peu partout dans le monde.

L'agroécologie, est un ensemble de théories, réalités scientifiques, et **pratiques agricoles** nourries ou inspirées par les connaissances de **l'écologie**, de la science et du monde agricole. Ces idées concernent donc **l'agriculture**, **l'écologie**, et **l'agronomie**, mais aussi des mouvements **sociaux** ou **politiques**, notamment **écologistes**.

L'agroécologie propose avant tout des **systèmes de production agricole** basés sur les **processus et fonctions écosystémiques**

Elle implique le recours à un ensemble de techniques qui considèrent l'exploitation agricole dans son ensemble.

10

L'atelier a souligné que l'agroécologie est un outil holistique pour la gestion des risques agricoles, car elle permet à la fois de réduire la vulnérabilité des agriculteurs, d'augmenter les rendements à long terme et de diversifier les revenus, par exemple grâce à la rotation des cultures et aux cultures intercalaires. Elle a également un impact positif sur l'environnement car elle favorise les engrais naturels grâce à l'élevage) et soutient les droits des agriculteurs grâce aux mouvements sociaux qui accompagnent l'adoption des pratiques agroécologiques. En outre, en encourageant les agriculteurs à utiliser des engrais naturels, l'agroécologie les aide à mieux gérer le risque de volatilité des prix sur le marché des engrais. Les engrais naturels peuvent en effet être produits au sein même de l'exploitation, sans qu'il soit nécessaire de les acheter sur le marché, soumis à la volatilité des prix. Tous ces éléments concourent à sécuriser les investissements dans les exploitations agroécologiques.

### *L'assurance*

En ce qui concerne l'assurance en tant qu'outil de GRA, M. Souleymane Zare de Yelen Assurance a été invité en tant qu'expert pour présenter (Image 6) son travail sur l'assurance climatique. M. Zare a indiqué que pour faciliter la compréhension et l'accès aux produits d'assurance, Yelen Assurance développe des technologies pour communiquer avec les utilisateurs. Cependant, comme l'a fait remarquer Mme Ki Ouedraogo, la technologie est parfois un obstacle pour les petits agriculteurs car ils ne sont pas en mesure de l'utiliser et l'accès à l'internet peut être instable dans les zones rurales.

M. Zare a poursuivi disant que pour que l'assurance fonctionne, une campagne d'information et le développement des capacités sont nécessaires au niveau des agrégateurs, intermédiaires qui fournissent des produits d'assurance, et au niveau des bénéficiaires. Des améliorations sont nécessaires pour réduire ce que l'on appelle le "risque de base", soit le risque que l'assurance ne rembourse pas lorsque le client s'y attend. Dans le cas d'une assurance basée sur un indice, l'indice doit être précis pour éviter le risque de base. Aussi, il est nécessaire d'améliorer les informations des stations météorologiques et des satellites utilisées pour calculer les indices qui déterminent si l'assurance doit être payée et pour quelles zones géographiques. À cause du manque de sécurité dans le pays, les stations météorologiques risquent d'être détruites à cause de la violence ; les satellites sont donc une option pour éviter de tels risques.

Image 6 : Extrait de la présentation sur l'assurance

### 3. L'expérience Yelen Assurance

1<sup>ère</sup> société de micro assurance CIMA en cœur de métier

**Innovation produit**

- Hospitalisation 1000 fcfa/ mois/pers
- Mini Santé (examens, consult, soins, pharma)
- Couverture dommage petite boutique (Ecobank/OM)
- Agricole indicielle
- Agricole Stockage
- Vie

**Réalisation**

Production :

- 94 000 assurés individuels
- 25% de la production via mobile
- 40% d'assurés de sexe féminin

Gestion sinistres:

- délais réduits: 48h
- 150 millions de sinistres payés

Partenaires :

- 220 partenaires de santé
- remboursement des partenaires en 15 jours
- 1 000 points de distributions (Ecobank/ Orange Money/ La Poste...)

Ciblage rural

**Difficultés opérationnelles**

Mobile:

- coût des transactions
- USSD non ouvert,
- SMS livraison non constante
- 3G & 4G couverture faible,

Covid 2020 & 2021  
Crise sécuritaire

**Difficultés avec les assurés**

- Niveau de sensibilisation de la population (**confiance**)
- Intangibilité après transaction (**digitale-assurance**)
- Concordance besoins et services (**offre-demande**)

Lors du débat, les participants ont insisté sur le manque de connaissance de cet instrument par les nombreux agriculteurs et la difficulté à sa compréhension. La CNA a également remarqué que les agriculteurs considèrent l'assurance principalement comme un risque et non comme un outil de gestion des risques.

#### La formation

Avant de passer aux activités de groupe, PARM a présenté sa méthodologie sur les outils de gestion des risques agricoles. Ce module a fourni un cadre théorique pour les différents outils analysés au cours des jours précédents et les présentations faites par les experts des outils ont facilité la compréhension du cadre théorique. La PARM a rappelé la classification des outils de GRA en trois catégories : les outils de mitigation, de transfert et d'adaptation. PARM a souligné qu'il s'agit d'une des manières possibles de classer les outils de gestion des risques et qu'il est essentiel d'identifier les outils aptes à traiter les risques prioritaires. Il convient de noter que les expressions "mitigation" et "adaptation" sont différentes des concepts de mitigation et d'adaptation proposés dans la littérature sur le changement climatique.

#### La pratique

La formation a été suivie d'une activité (Image 7) récréative consistant en une compétition entre deux équipes de participants pour répondre à des questions sur la formation. Cela a permis de résumer le contenu de la formation et de confirmer que les participants ont compris et maîtrisé ce contenu.

Image 7 : Extrait de l'activité récréative par la PARM

Q1



Je suis la possibilité de survenue d'un événement indésirable, j'impacte la capacité des humains à se projeter dans le futur, et donc à faire des investissements, et donc à engendrer une croissance économique dynamique. Je suis imprévisible mais les acteurs savent que j'existe

Je suis ?

2

2

À l'issue de ces discussions :

- Les participants ont souligné la difficulté d'identifier les lieux d'achat des engrais naturels et ont proposé de produire une cartographie pour montrer où se trouvent les magasins qui vendent des engrais naturels authentiques.
- La PARM a suggéré de renforcer la collaboration avec le PAE/UE car ce programme est aligné sur le processus PARM/MARAH d'institutionnalisation de la GRA dans les curricula des universités, et que l'agroécologie est un outil holistique pour la GRA.
- Compte tenu des difficultés à comprendre le rôle des assureurs, la Directrice de REPAFER, Mme Oueadrogo a proposé de mettre en place un mécanisme d'assurance au sein de son OP. Les femmes de son OP se prêtent régulièrement de l'argent en cas de besoin ; le prêt pourrait être associé à la survenance d'un certain risque sur la base d'un indice convenu. Un quota d'épargne des femmes pourrait être mis de côté pour garantir la disponibilité de liquidités suffisantes en cas de risque.
- Lors des activités de groupes, les participants ont fait les recommandations de vulgariser les résultats de la recherche scientifique sur la GRA, traduire les modules de PARM dans les langues nationales et harmoniser le travail des partenaires techniques et financiers sur les questions liées à la GRA. Il a également été suggéré que la PARM puisse mettre en place un mécanisme de coordination de tous les acteurs travaillant sur la GRA afin qu'un soutien financier soit apporté aux participants du RC2 pour qu'ils puissent transférer leurs connaissances à d'autres bénéficiaires. Le PARM a fait remarquer que ces deux points pourraient être intégrés dans le plan d'action des participants afin d'institutionnaliser la gestion des risques dans leurs programmes et pratiques.

- **Session 4 : Mise en place des outils de GRA**

#### *L'expertise*

La quatrième journée a été consacrée à la discussion d'un outil de GRA que représente l'accès aux données, notamment le système d'information sur les prix du marché (SIM) géré par la Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire (SONAGESS). Au Burkina Faso, le marché des céréales a été déréglementé en 1992. Depuis lors, la SONAGESS a commencé à jouer un rôle de collecte et d'analyse des données sur les marchés céréaliers. L'objectif est de faciliter la compréhension des fluctuations du marché et de fournir des informations au gouvernement pour gérer les stocks de céréales. La SONAGESS fournit également des informations sur la quantité et la qualité de chaque produit analysé, y compris certains fruits et légumes et les produits forestiers non ligneux. Leurs données s'adressent à un public diversifié : producteurs, intermédiaires, politiciens, étudiants et institutions financières. Les critères adoptés par le SIM pour sélectionner les marchés supervisés dépendent de plusieurs facteurs tels que la taille du marché, l'accessibilité, leurs géographies, les acteurs impliqués. Cependant, la Directrice du SIM à la SONAGESS, Mme Bénédicte Pemou a noté qu'une vingtaine de marchés locaux normalement supervisés par la SONAGESS sont aujourd'hui soumis à des risques sécuritaires et difficiles d'accéder.

Mme Pemou a remarqué que les marchés des céréales étant fortement intégrés, il est difficile de séparer un marché céréalier géré pour la sécurité alimentaire des marchés ordinaires. Les négociants en céréales sont capables d'entrer dans n'importe lequel des deux marchés, même s'ils ne le devraient pas, et parviennent à accéder à des informations qui ne devraient concerner que les marchés de la sécurité alimentaire. Si le gouvernement décide de vendre des céréales à des prix sociaux pour soutenir la sécurité alimentaire, les négociants sont capables de les acheter et de les stocker, puis de les revendre lorsque les prix sont plus élevés. Cela aggrave l'insécurité alimentaire ; c'est pourquoi le gouvernement ne poursuit plus les ventes à des prix sociaux.

#### *La formation*

La PARM a ensuite présenté sa méthodologie sur les stratégies de gestion des risques agricoles énonçant qu'il est nécessaire de faire la distinction entre une stratégie au niveau national et une stratégie au niveau des ménages. Pour une stratégie au niveau national, la PARM a détaillé les informations clés nécessaires à l'élaboration d'une stratégie de gestion des risques. Ces dernières sont une description du secteur et de ses risques, un inventaire des initiatives existantes en matière de gestion des risques agricoles, les acteurs et leur capacité à faire face aux risques, une liste des outils choisis pour faire face à ces risques et les raisons pour lesquelles ils ont été choisis. Il est alors possible d'élaborer une stratégie de gestion des risques qui nécessite la définition d'éléments clés tels que le champ d'application, les bénéficiaires, le cadre institutionnel et les politiques nationales susceptibles d'apporter un soutien. En outre, il est important de souligner les gains escomptés qui pourraient être obtenus grâce à cette stratégie et de décrire les actions à court et à moyen terme.

Au niveau des ménages, PARM a souligné l'importance de quantifier les conséquences de l'implantation de différents outils et d'analyser les coûts et bénéfices des différents outils et de leurs combinaisons, avant de décider de l'outil à adopter. Il a été précisé que toutes les données et décisions devraient toujours tenir compte de l'impact sur le genre.

PARM a rappelé l'importance des données pour développer une stratégie de gestion des risques et des informations fournies par exemple par le SIM de SONAGESS ; l'accès aux systèmes d'information est en effet un élément clé d'une stratégie de gestion des risques.

#### *La pratique*

Pour conclure cette journée les participants ont été organisés en groupes et ont discuté des différents types d'outils de GRA analysés au cours des jours précédents et de la manière dont ils peuvent être assemblés pour une stratégie de gestion des risques agricoles. Pour une bonne stratégie de gestion des risques agricoles, l'accessibilité des outils de gestion des risques agricoles doit être vérifiée, en particulier pour les

organisations de producteurs dans les zones rurales éloignées.

À l'issue de ces discussions :

- Les participants ont suggéré que l'agroécologie soit enseignée dans les écoles et que des normes soient élaborées pour certifier les processus et les produits agroécologiques.
- La CNA a proposé de coupler la souscription de produits d'assurance avec l'enregistrement des OP auprès des bureaux locaux de la CNA, facilitant ainsi l'accès à l'assurance. Les OP, connaissant les CNA locales, peuvent plus facilement envisager de souscrire à une assurance.
- Les participants ont conseillé de produire des modules de développement des capacités pour des chaînes de valeur spécifiques et également que la PARM pourrait fournir une formation pour des sous-secteurs agricoles spécifiques, car cela faciliterait la mise en œuvre de stratégies adaptées aux besoins de la chaîne de valeur.
- La PARM a rappelé que le document reprenant la méthodologie pour l'évaluation des risques des chaînes de valeur était disponible sur son site web, ainsi que plusieurs autres ressources d'apprentissage. De même, les modules de renforcement des capacités en ligne développés par la PARM sont accessibles gratuitement par le biais de l'académie de e-learning de la FAO.

- **Session 5 : Institutionnalisation de la GRA**

#### *Formation*

Le dernier jour de l'atelier a été consacré à l'illustration de l'institutionnalisation de la GRA. Dans le cadre des ateliers de renforcement des capacités de la PARM, l'institutionnalisation implique l'intégration de la gestion des risques agricoles dans les curricula des universités, les enseignements des centres de formation et les pratiques du secteur privé. Selon l'approche holistique de PARM, la GRA devrait également être intégrée dans les politiques agricoles nationales et pourrait être une source d'inspiration pour les pratiques et les politiques des donateurs internationaux.

La PARM a donc proposé aux participants du RC2 de soumettre un plan d'action pour leur organisation afin de décrire les activités requises pour intégrer la gestion des risques agricoles dans leurs programmes d'études/pratiques. PARM a également suggéré d'élaborer un budget pour informer sur les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action.

Une discussion a alors débuté avec les participants sur les éléments des plans d'action, ainsi que sur la possibilité de soumettre un plan d'action par groupe d'organisations ou par chaque organisation indépendamment.

Les éléments jugés importants pour l'élaboration d'un plan d'action sont les suivants : activités (analyse de la demande de formation en matière de GRA, termes de référence de la formation, impact de la formation, etc.), développement de produits (master, certificat, ateliers, etc.), partenaires (pour la mobilisation des ressources), bénéficiaires (étudiants, entrepreneurs, etc.), la géographie, l'extensibilité, etc. PARM a souligné l'importance de nommer une personne responsable du processus d'institutionnalisation, de garantir l'implication des femmes et l'analyse de l'impact de la formation de la GRA sur les femmes.

La capacité des organisations à mettre en œuvre ces activités et surtout à modifier les curricula des universités a été discutée. Le soutien des entités gouvernementales en charge de l'éducation peut être nécessaire car toutes les organisations n'ont pas la capacité de modifier leurs programmes/pratiques. Un délai de trois semaines a été proposé aux organisations pour soumettre leurs plans d'action et leur budget au PARM.

### *L'expertise*

Le représentant du Projet de gestion des Risques Agricoles et Alimentaires (PRAA) du MARAH, M. Adama Sankara, a été invité à l'atelier afin de présenter ce dernier, qui est un projet qui se concentre sur l'assurance agricole. Le PRAA comporte trois volets : le développement de produits d'assurance, le développement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des risques agricoles et l'accès au financement. Le PRAA est actuellement en phase de pilotage dans quatre régions du Burkina et l'outil piloté est l'assurance climatique pour faire face au risque de baisse des rendements due au manque de précipitations.

M. Sankara a souligné le rôle de la technologie dans la prestation des services d'assurance ; les agriculteurs doivent disposer d'un compte de téléphone mobile et de l'emplacement GPS de l'assuré. Cependant, M. Sankara a exposé les limites dues à la difficulté rencontrée par certains agriculteurs à identifier leur position GPS ou bien que certains d'entre eux n'aient pas de compte de téléphone mobile.

M. Sankara a également mentionné l'importance de fournir une assurance en même temps que d'autres services, afin de rendre les services plus visibles et tangibles. Par exemple, M. Sankara a suggéré que l'assurance soit proposée en même temps que la fourniture d'intrants et l'accès au crédit, afin de la rendre plus efficace. En effet, l'assurance n'est pas la seule solution au risque, mais plutôt un outil complémentaire à d'autres.

À l'issue de ces discussions :

- Les participants ont rappelé l'importance de concevoir un essai pilote d'assurance qui tienne compte des besoins des femmes et qui élabore des données ventilées par genre afin d'évaluer l'impact de l'assurance sur les femmes.

### • **Session de clôture**

Le Directeur des études et des statistiques sectorielles, M. Yves Gérard Bazie a rejoint la cérémonie de clôture et a encouragé les participants à partager leurs commentaires et suggestions avec le MARAH. Une représentante des participants a été nommée, Mme Madeleine Ouedraogo, directrice d'une OP à destination des femmes. Elle a suggéré d'apporter un appui aux groupements féminins et des ressources pour faciliter le transfert de la formation de la GRA à d'autres bénéficiaires. Le DGESS a confirmé la pertinence de ces suggestions et a encouragé les participants à poursuivre la mise en œuvre de l'approche holistique de la PARM en matière de gestion des risques. La cérémonie s'est conclue par des remerciements envers tous les participants et avec la remise des certificats de participation.



## Conclusions et recommandations

L'atelier a atteint son objectif qui consistait à former des formateurs sur la GRA et à discuter de son intégration dans les programmes universitaires, les pratiques du secteur privé et les politiques nationales, soit l'institutionnalisation de la GRA. Les participants ont suivi activement la formation et ont travaillé en groupe pour mettre en pratique les connaissances acquises pendant l'atelier. Leurs questions pertinentes et leurs activités de groupe pour analyser les risques et les outils de GRA ont montré qu'ils ont compris la formation et qu'ils sont capables de la transférer.

Une conclusion importante est que la participation de différentes catégories d'acteurs de la gestion des risques agricoles, conformément à l'approche holistique de l'analyse des risques de PARM, a permis de partager des informations sur les outils de gestion des risques disponibles dans le pays. Certains de ces outils n'étaient pas connus des participants avant l'atelier. En parallèle, des informations cruciales au développement de nouveaux liens entre les acteurs locaux ont été diffusées grâce à cet atelier. Ainsi, les OP ont appris qu'elles peuvent vendre leurs produits à la SONAGESS pour faire face aux risques du marché ; les centres de formation ruraux ont appris que les bureaux locaux de la CNA fournissent des formations régulières sur les produits d'assurance et les universitaires ont appris qu'ils peuvent accéder directement aux données des organisations paysannes (CPF) pour leur analyse des risques.

Le MARAH a suggéré au bureau national du FIDA au Burkina Faso de capitaliser les études avancées du PARM/MARAH sur la gestion des risques agricoles, qui pourraient être utiles pour les projets AICRM et IGREENFI du FIDA. Les participants ont appris l'importance du respect des normes environnementales et sociales pour accéder aux services du FIDA.

Le MARAH a fait part de son intérêt aux plans d'action qui peuvent être une source d'inspiration pour intégrer la gestion des risques agricoles dans les politiques agricoles nationales, conformément au mandat de la PARM. Le MARAH a souhaité connaître les institutions financières dans lesquelles le FIDA a investi afin de développer d'éventuelles synergies avec elles.

Le MARAH s'est montré très satisfait des résultats de l'atelier, reconnaissant l'utilité de la formation riche et des divers experts invités. Il en va de même pour les participants au RC2, d'après leurs commentaires sur l'évaluation de l'atelier.

À la sortie de l'atelier, les recommandations formulées sont :

- Organisation de l'atelier de renforcement des capacités par chaîne de valeur.
- Organisation d'une étude d'évaluation des risques centrée exclusivement sur des organisations de femmes
- Assurer l'accès et la formation pour les femmes aux nouvelles technologies pour réduire le risque de déposssession des chaînes de valeur de la part des hommes
- Intégrer l'agroécologie dans les curricula des universités en tant qu'outil holistique de gestion des risques





# Gérer les risques pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs



**Plateforme  
pour la Gestion  
des Risque Agricoles**

**Secrétariat PARM**

**Fonds international  
de développement agricole (FIDA)**  
Via Paolo di Dono 44-00142 Rome (Italie)

 [parm@ifad.org](mailto:parm@ifad.org)

 [www.parm.org](http://www.parm.org)